

Unité nationale

exclure les députés de ce côté-ci de la Chambre. Certains diront que je fais preuve de sectarisme, mais je trouve étrange que le premier ministre nous ait donné un discours mal lu et digne d'un élève d'école secondaire cet après-midi et qu'il ait ensuite pris l'avion pour la côte ouest. C'est tout ce qu'il a fait pendant le débat.

● (2100)

Une voix: Il a des choses importantes à faire.

M. Graftey: Peu m'importe. C'est un débat important et le premier ministre devrait être à sa place à la Chambre.

M. Breau: Il s'occupe des affaires de l'État.

M. Graftey: Ce n'est pas moi qui ai pris les dispositions à ce sujet. S'il prend le débat au sérieux, il devrait être à sa place. J'affirme que si le premier ministre et son parti font preuve de sectarisme à propos de cette question en excluant les députés de mon côté de la Chambre d'un comité parlementaire, nous aurons de graves ennuis. Comme d'autres orateurs avant moi l'ont dit, je suis convaincu que l'institution la plus importante du Canada doit pouvoir agir de façon concrète, constructive et suivie pour maintenir notre union. Ma position est la même qu'il y a 10 ans et j'affirme que le gouvernement devrait accepter l'amendement dès maintenant. Puisque le premier ministre n'est pas ici, un autre député des premières banquettes de l'autre côté pourrait peut-être se lever et dire, laissant de côté l'esprit de parti: «Le gouvernement accepte l'amendement».

Je dis au premier ministre et à ses acolytes qu'il n'est pas nécessaire d'être libéral pour être bon Canadien.

Une voix: Allons donc!

M. Graftey: «Allons donc», dit le député. C'est ce qu'un grand nombre d'entre nous pensons.

Une voix: Je pensais vous avoir entendu dire que cela vous importait peu.

M. Graftey: J'ai laissé votre parti après en avoir été membre pendant cinq ans au Québec parce que j'ai constaté que le slogan du parti libéral est: «Le parti libéral d'abord, le Canada ensuite». Je me suis joint à un parti qui a pour slogan: «Le Canada d'abord, le parti progressiste conservateur ensuite». Il nous faudrait un peu plus d'unité nationale et un peu moins d'unité libérale au Canada. J'estime que le comité parlementaire doit être établi, pour le bien du Canada.

[Français]

Une voix: Vous êtes un bouffon!

M. Graftey: D'accord, pour être bouffon, il faut être libéral!

A mon avis, il faut avoir un tel comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat, avec les représentants de tous les partis politiques, et non pas seulement ceux du parti libéral. Il faut avoir un tel comité ici dans le plus grand forum au Canada. Monsieur le président, je ne parle pas nécessairement pour mon parti, mais en tant que député, et nous avons l'occasion d'intervenir dans le vrai sens ce soir et demain. J'espère donc qu'après les prochaines élections, le nouveau gouvernement va convoquer une grande conférence constitutionnelle avec les provinces, avec tous les partis politiques, conjointement avec les provinces, en vue de rédiger pour les Canadiens une constitution faite au Canada, par des Canadiens, pour des Canadiens.

[M. Graftey.]

[Traduction]

Et nous voilà en train d'exposer nos idées constructives.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Pourquoi pas ?

M. Graftey: Le leader du gouvernement à la Chambre croit sans nul doute que nous devons former un comité parlementaire mixte et le charger d'examiner la question. Comment peut-on exclure les députés de mon parti de cette discussion, à moins que le premier ministre ne veuille en faire une question partielle?

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Bien sûr.

Une voix: Vous l'avez entendu, non?

M. Graftey: Monsieur l'Orateur, je veux de l'action et non des belles paroles. Que le premier ministre tienne ses promesses et charge un comité parlementaire mixte, composé de députés de tous les partis, d'examiner cette question. Autrement, comment cet examen pourrait-il être impartial?

Des voix: Bravo!

M. Graftey: Étant donné la conjoncture actuelle dans le pays, je reçois des lettres à l'instar, j'en suis sûr, de tous mes collègues, me demandant ce que je pense du statut particulier. Je vais vous dire ce que j'en pense. C'est un terme qu'ont lancé souvent sans trop y réfléchir trop d'hommes politiques aux deux niveaux de gouvernement. Ce que je pense d'un statut particulier pour le Québec? Rien du tout. Notre pays se compose de nombreuses régions. Nous avons tous nos aspirations particulières au sein de ce grand État fédéral. Nous avons tous nos problèmes particuliers. Je suppose qu'en Saskatchewan, le problème des pêches n'est pas le même que dans nos régions côtières.

Faisons preuve d'honnêteté et de bon sens lorsque nous parlons de statut particulier ou que nous posons des questions à ce sujet. Il incombe aux hommes politiques à tous les niveaux de gouvernement de ne pas employer des mots à tort et à travers, en particulier lorsqu'il n'y a pas de traduction littérale "d'une langue à l'autre" pour certains termes.

Depuis des années, chaque fois que l'on a parlé d'unité nationale, j'ai avancé l'idée que nous devons avoir, ou plutôt que nous ne pouvons pas avoir en même temps des provinces fortes et un gouvernement fédéral fort. Le premier ministre et ses partisans disent souvent que c'est l'un ou l'autre. Ils disent aux Québécois qu'ils doivent choisir entre le statu quo ou Lévesque. Ils n'ont pas d'autre possibilité. Si cet affrontement se poursuit plus longtemps, nous serons réellement dans le pétrin. Il y a une autre possibilité, un moyen terme valable que l'on ne peut qualifier de compromis.

Le premier ministre a fait un discours incroyable à la Chambre cet après-midi, huit mois après l'élection du 15 novembre, et pour lequel, si j'étais professeur à McGill et que le premier ministre était étudiant de première année, je lui donnerais la note C moins. Je le dis maintenant et ne le répéterai jamais assez, j'en ai assez d'entendre dire que ceux qui n'acceptent pas l'option libérale sont des Canadiens de deuxième classe.

Des voix: Bravo!

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.